

La nature des retards de l'adoption du CFP

L'adoption du CFP a enregistré un retard imputable à des aléas de nature politique et des aléas de nature économique.

- **Des aléas de nature politique**

Le CFP 2014-2020 représentait 1,2% du RNB (Revenu National Brut) de l'UE à 28.

Les positions relatives au pourcentage de RNB affecté au futur budget européen sont divergentes (pour 2021-2027, dans une Europe à 27) :

Des divergences entre Institutions

Commission européenne : 1,11% du RNB avec un effort financier pour le climat et le numérique.

Parlement européen : 1,3% du RNB avec un effort sur toutes les politiques publiques de l'UE.

Des Divergences entre Etats

Pays du Nord : 1 % du RNB maximum.

Pays du Sud, de l'Est et de la France : 1,074 % (pays bénéficiaires de la PAC et des fonds de cohésion).

- **Des aléas de nature économique**

La crise sanitaire influe sur les négociations concernant le futur cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027.

Les travaux sur le cadre financier pluriannuel ont été suspendus par la crise sanitaire. Celle-ci modifie les priorités financières et fragilise la cohésion européenne.

Les priorités arrêtées pour les investissements de l'Union européenne pour la période 2021-2027

- Une **Europe plus intelligente**, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises.
- Une **Europe plus verte et à zéro émission de carbone**, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique.
- Une **Europe plus connectée**, dotée de réseaux stratégiques de transport et de communication numérique.
- Une **Europe plus sociale**, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé.
- Une **Europe plus proche des citoyens**, qui promeut le développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières au moyen d'initiatives locales.